

J'offre à la société turque une solution simple. Nous réclamons une nation démocratique. Nous ne nous opposons ni à l'unité de l'Etat, ni à la République. Nous acceptons la République avec sa structure unitaire et sa laïcité. Nous considérons toutefois qu'elle doit être redéfinie selon les normes d'un Etat démocratique respectant les différents peuples et cultures et les droits de ceux-ci. Dans ce cadre, les Kurdes doivent être libres de s'organiser de manière à pouvoir vivre avec leur langue et leur culture et se développer économiquement et écologiquement. Ceci permettrait aux Kurdes, aux Turcs et aux autres cultures de vivre ensemble au sein d'une nation démocratique en Turquie. Pour cela, une constitution démocratique et une législation développée garantissant le respect aux différentes cultures est cependant nécessaire. Nous ne définissons pas la nation démocratique avec des drapeaux et

Guerre et paix au Kurdistan

Abdullah Ocalan

Français



Initiative Internationale

Abdullah Ocalan :
Guerre et paix au Kurdistan
Perspectives pour une résolution politique de la question kurde

Première édition 2010
© Abdullah Ocalan, 2008

Traduction: Initiative Internationale
« Liberté pour Abdullah Ocalan, Paix au Kurdistan »
P.O. Box 100511
D-50445 Cologne
<http://www.freedom-for-ocalan.com>

Guerre et paix au Kurdistan

Perspectives pour une résolution politique
de la question kurde

Abdullah Ocalan

Table des matières

Préface	7
Étymologie des mots <i>Kurde</i> et <i>Kurdistan</i>	9
Zone de peuplement kurde et langue kurde	10
Bref aperçu de l'histoire kurde	11
Lutte pour les ressources naturelles, guerre et terreur d'État au Kurdistan	14
Le colonialisme européen et le problème kurde	16
Fondement idéologique de l'oppression coloniale et politiques du pouvoir au Kurdistan	18
Négation et auto-négation	19
Assimilation	20
Religion et nationalisme	21
Nationalisme bourgeois	22
Identité et résistance kurdes	24
Le Parti des Travailleurs du Kurdistan	26
Court résumé de l'histoire du PKK	26
Critiques principales	28
Nouvelles approches stratégiques, philosophiques et politiques du mouvement de libération kurde	31
Situation actuelle et solutions possibles	38

Préface

La vie quotidienne au Moyen-Orient est surplombée de nombreux conflits qui, aux yeux des occidentaux, sont étranges car ils semblent échapper à la pensée et à la logique occidentale. Cette vérité s'applique également à la question kurde, un des conflits les plus complexes et sanglants du Moyen Orient, encore en attente d'une résolution. Ceci dit, tant que l'on n'abordera pas une discussion qui englobe toutes dimensions du conflit à parts égales, le conflit ne fera que continuer à s'envenimer, occasionnant ainsi de nouveaux problèmes de plus grande envergure. Les dimensions historiques, politiques, et économiques de la question kurde dépassent de loin le conflit israëlo-arabe qui, contrairement à la question kurde, bénéficie de l'attention de l'opinion publique internationale. On en sait peu sur ce conflit. Son déroulement dans une des régions les plus centrales du Moyen-Orient en termes de position stratégique et de démographie, conduit souvent ce manque de connaissance à des analyses unilatérales, partielles et superficielles d'un problème compliqué.

Puisque la zone de peuplement kurde s'étend sur les actuels territoires des Arabes, des Persans et des Turcs, la question kurde influe nécessairement sur la majeure partie de la région. Une résolution du problème dans une partie du Kurdistan affecte aussi bien les autres parties du Kurdistan que les pays avoisinants. A l'inverse, une approche destructive des acteurs dans l'un de ces pays peut avoir des effets négatifs sur la résolu-

tion de la question kurde dans l'un des autres pays voisins. Le relief kurde accidenté est, d'un point de vue pratique, propice aux luttes armées. Depuis la nuit des temps, les Kurdes ont combattu contre les tentatives de colonisation ou de conquête des puissances étrangères. La résistance est devenue partie prenante de leur vie et de leur culture.

Tout processus de résolution débute nécessairement avec la reconnaissance et la définition du conflit en question.

Afin de résoudre la question kurde il est important d'avoir une définition réaliste du *phénomène* kurde. C'est, cependant, là où commencent déjà la majeure partie des désaccords. Alors que les Arabes appellent les Kurdes « Arabes du Yémen », les Turcs les nomment « Turcs des montagnes », et les Persans les considèrent comme leurs homologues d'un point de vue ethnique. Il n'est donc pas étonnant que leur position politique face à la question kurde soit marquée par des désaccords sur les définitions. La question kurde n'est pas apparue du jour au lendemain. Elle est le produit d'un long processus historique qui a très peu de choses en commun avec les problèmes similaires dans d'autres parties du monde. Il existe en fait de nombreuses particularités et différences. Ces deux aspects doivent être définis dans le cadre d'un processus de résolution. Une politique qui a pour but la résolution se doit de faire une analyse réaliste du phénomène et y inclure la situation nationale, politique et sociale des Kurdes, tout en traitant de toutes les parties impliquées dans le conflit. Il est alors indispensable de reconnaître l'existence du phénomène kurde. Ceci se révèle impossible si l'on ne dispose pas d'informations sur le contexte historique de la question kurde.

Étymologie des mots *Kurde* et *Kurdistan*

Le nom de Kurdistan date de l'époque du mot sumérien *kur* qui, il y a plus de 5000 ans, signifiait quelque chose comme montagne. Le suffixe - ti désignait l'appartenance. Ainsi le mot *kurti* signifiait *tribu des montagnes* ou *peuple des montagnes*.

Les Louvites, un peuple ayant peuplé l'Anatolie de l'Ouest il y a environ 3000 ans, appelaient le Kurdistan *Gundwana*, ce qui dans leur langue signifiait *Terre des villages*. En kurde le mot *gond* est toujours utilisé pour désigner le village. Pendant le règne d'Assur les Kurdes étaient appelés Nairi, ce qui signifiait *le peuple aux bords des rivières*.

Au moyen âge, sous les sultanats arabes, les zones kurdes étaient nommées Beled ekrad. Les sultans seldjoukides persanophones furent les premiers à utiliser le mot Kurdistan, terre des Kurdes, dans leurs communiqués officiels. Les sultans ottomans appelaient également les zones de peuplement kurde Kurdistan. Ce nom fut généralement utilisé jusqu'aux années 1920. Mais après 1925, l'existence des Kurdes fut niée, plus particulièrement en Turquie.

Zone de peuplement kurde et langue kurde

Ils existent pourtant. Le Kurdistan s'étend sur un territoire de 450 000 kilomètres carrés, entourés par les zones de peuplements des Persans, des Azéris, des Arabes et des Turcs d'Anatolie. Parsemée de nombreuses plaines fertiles, c'est une des régions les plus montagneuses, forestières et riches en eaux du Moyen Orient. Elle a été le berceau de l'agriculture durant plusieurs milliers d'années. C'est là que commença la révolution Néolithique, quand les chasseurs-cueilleurs se sédentarisèrent et commencèrent à cultiver les champs. La région fut également nommée *berceau de la civilisation*. Grâce à leur position géographique les Kurdes réussirent, jusqu'à aujourd'hui, à protéger leur existence en tant que communauté ethnique. D'autre part c'est cette même position géographique des zones de peuplement kurde qui, souvent, a aiguisé l'appétit des puissances externes, les invitant à y mener des attaques pour conquérir ses terres. La langue kurde reflète les influences de la révolution néolithique, dont on pense qu'elle a débuta dans la région des montagnes du Zagros et du Taurus. Le kurde appartient à la famille des langues indo-européennes.

Bref aperçu de l'histoire kurde

Il est très probable que la langue et la culture kurdes aient commencé à se développer pendant la quatrième période glaciaire (20 000 -15 000 avant J.-C.). Ils constituent un des plus anciens peuples autochtones de la région. Vers 6000 avant J.-C. Ils formèrent plus de ramifications. L'historiographie fait d'abord mention des Kurdes comme étant un groupe ethnique en rapport avec les *Hourrites* (3 000 - 2 000 avant J.-C.). Il est donc accepté que les ancêtres des Kurdes, les *Hourrites*, vivaient en confédération clanique et en royauté, tout comme les *Mitannis*, descendants des *Hourrites*, les *Nairis*, les *Urtartéens* et les *Mèdes*. Ces structures politiques possédaient déjà des caractéristiques étatiques rudimentaires. A cette époque, les structures sociales patriarcales ne se distinguaient pas encore véritablement. Dans les sociétés agricoles néolithiques comme dans les structures sociales kurdes les femmes occupaient une position importante, ce que la révolution néolithique a également mis en avant.

Ce fut le Zoroastrisme qui changea en dernier lieu la manière de penser des Kurdes, entre 700 et 550 avant J.-C. Le Zoroastrisme a fomenté un mode de vie basé sur le travail dans les champs, où l'homme et la femme étaient sur un pied d'égalité. On accordait de l'importance à l'amour des animaux et la liberté avait une grande valeur morale. La culture zoroastrienne influença aussi bien les civilisations occidentales qu'orientales puisque les Perses et les Hellènes adoptèrent beaucoup de ses

éléments. La civilisation perse fut d'ailleurs fondée par les Mèdes, que l'on pense être les ancêtres des Kurdes. Dans les « Enquêtes » d'Hérodote, on trouve maintes preuves d'une division de pouvoir entre ces deux groupes ethniques au sein de l'empire perse.

Durant l'Antiquité classique, la période hellénique laissa de profondes traces en Orient. Les principautés d'Abgar à Urfa, celle du Commagène, dont le centre était proche d'Adiyaman-Samsat, et le royaume de Palmyre en Syrie furent profondément influencés par les Grecs. On peut y voir la première synthèse des influences culturelles orientales et occidentales. Cette rencontre culturelle particulière dura jusqu'à la conquête de Palmyre par l'empire romain en 269 avant J.-C., ce qui eut des conséquences négatives à long terme pour l'évolution de toute la région. La création de l'empire sassanide n'a pas non plus réussi à arrêter la diffusion de l'influence kurde. On peut donc dire que c'est à cette époque (216 - 652 après J.-C.) que les structures féodales se sont développées au Kurdistan. L'expansion du féodalisme engendra le déclin de la cohésion ethnique des Kurdes. La société kurde développa de plus en plus de liens caractéristiques des structures féodales. Ce type d'évolution vers une civilisation féodale a contribué de manière durable à l'ascension d'une révolution islamique. L'islam, qui était un mouvement contre les structures esclavagistes, modifia les relations ethniques durant la période d'urbanisation et révolutionna en même temps les mentalités des structures féodales en leur donnant une base idéologique. Le déclin de l'empire sassanide (650) et l'essor de l'Islam encouragèrent la création d'une aristocratie féodale kurde très influencée par l'arabisation, et qui devint une des formations sociales et politiques les plus puissantes de cette époque. La dynastie kurde des *Ayyoubides* (1175 - 1250) devint une des dynasties les plus puissantes du Moyen-Orient et exerça une influence considérable sur les

Kurdes. D'autre part, les Kurdes entretenaient d'étroites relations avec le sultanat seldjoukide qui avait pris le pouvoir aux Abbassides en 1055. Les dynasties d'origine kurde telles que les *Sheddadis*, *Buyidis*, et les *Marwanides* (990 - 1090), devinrent des petits États, et d'autres principautés suivirent. La classe dirigeante des Kurdes jouissait encore d'une large autonomie au sein de l'empire ottoman.

Le 19^{ème} siècle infligea aux Kurdes des blessures profondes. Une détérioration des relations avec l'empire ottoman mena les Kurdes à organiser des soulèvements. Les missionnaires français et anglais introduisirent l'idée de séparation entre les églises arménienne et araméenne et contribuèrent en partie à l'apparition d'une situation chaotique. Plus encore, les relations entre les Arméniens, les Assyriens et les Kurdes se dégradèrent remarquablement. Ce processus fatal aboutit en 1918, après la première guerre mondiale, à l'élimination physique et culturelle presque totale des Arméniens et des Araméens, peuples à la culture riche de plusieurs milliers d'années.

Quoique les relations entre Kurdes et Turcs aient été sérieusement endommagées, il n'y avait à l'époque pas de mésentente dans les relations des Kurdes avec les Arméniens et les Araméens.

Lutte pour les ressources naturelles, guerre et terreur d'État au Kurdistan

Dans le passé, la position géostratégique du Kurdistan suscitait la convoitise, c'est ce qui fit du pays un enjeu dans les luttes pour le partage des ressources, dans les guerres et dans la terreur d'État. C'est encore le cas aujourd'hui. L'histoire du Kurdistan a toujours été marquée par une géographie exposée aux attaques et aux invasions des puissances externes. Les régimes de terreur des empires assyrien et scythe entre 1000 et 1300 avant J.-C. et les campagnes de conquête menées par Alexandre le Grand en sont les exemples les plus connus. La conquête arabe fut suivie de l'islamisation du Kurdistan. Bien que l'islam se veuille être une religion de paix, elle a toujours été porteuse une idéologie de conquête de la nation arabe, et a réussi à se répandre rapidement au Kurdistan. L'islam s'installa dans les contreforts des montagnes du Taurus et du Zagros. Les tribus qui résistèrent furent exterminées. En 1000 après JC, l'islam avait atteint son apogée. Puis aux treizième et quatorzième siècles les Mongols envahirent le Kurdistan. Fuite et déplacements de populations suivirent cette invasion. Après la bataille de Chaldiran en 1514, de laquelle les Ottomans sortirent victorieux, la frontière orientale naturelle de l'Empire fut déplacée plus à l'est. Le traité de Qasr-e Shirin établit officiellement les frontières entre Iran et Turquie et conclut la division du Kurdistan, qui continue encore de nos jours. La Mésopotamie et les kurdes restèrent en majeure partie à l'intérieur des frontières de l'Empire Ottoman. Jusqu'en 1800 les relations

entre les principautés kurdes et l'empire ottoman affichaient une certaine entente pacifique fondée sur leur appartenance commune à l'islam sunnite. Les Kurdes alévis et zoroastriens furent cependant plus défiants et choisirent la résistance dans les montagnes.

Après 1800 et jusqu'au déclin de l'Empire Ottoman, le Kurdistan fut ébranlé par de nombreuses rebellions qui furent généralement réprimés de manière sanglante. Après la fin des Ottomans, le Kurdistan fut encore plus écartelé, exacerbant une atmosphère de violence. Les puissances impérialistes grandissantes que sont l'Angleterre et la France, redessinèrent les frontières du Moyen Orient et mirent le Kurdistan sous le joug de la République turque, du Trône du Paon perse, de la monarchie Irakienne et du régime Franco-Syrien.

La Turquie qui avait l'impression d'avoir perdu une large proportion de son ancien territoire, se tourna vers une politique stricte d'assimilation pour ainsi imposer l'unité de ce qui restait de son ancien Empire. Le sort réservé à tout indice attestant l'existence d'une culture autre que la culture turque était l'extermination. Ils interdirent même l'usage de la langue kurde. L'ambitieuse dynastie pehlevie d'Iran s'engagea dans la même voie. La rébellion du leader clanique kurde Simko Shikak d'Ourmiye et la lutte pour l'émancipation de la République Kurde de Mahabad furent écrasés dans un bain de sang. Au début du 20^{ème} siècle, avec l'esprit nationaliste-fasciste de l'époque, le Shah mit en place un régime de terreur. Dans les parties irakienne et syrienne du Kurdistan, la Grande-Bretagne et la France mirent fin aux efforts d'émancipation kurde avec l'appui de leurs mandataires arabes. Là aussi un régime colonial sanglant fut établi.

Le colonialisme européen et le problème kurde

Guidés par des ambitions de suprématie stratégique et une avidité sans limite, la politique d'intervention européenne au Moyen-Orient devint de plus en plus colonialiste au début du vingtième siècle. Son premier objectif fut de soumettre et de contrôler le Moyen-Orient. Ceci ajouta une nouvelle forme de colonisation à l'histoire des kurdes qui en avaient déjà l'expérience de longue date. L'on peut remonter au temps des sumériens pour retracer les origines de ce problème que le capitalisme occidental modifia de manière inimaginable. Pour les Kurdes cela signifiait qu'ils étaient encore une fois confrontés à des acteurs colonialistes et que la résolution du problème kurde allait devenir encore plus difficile.

Dans le but de défendre leurs intérêts, les nouveaux pouvoirs impérialistes jugèrent qu'il serait plus avantageux de chercher à coopérer avec le sultan et avec l'administration de l'empire dans le but de les vaincre par alliance plutôt que mettre en morceaux l'empire ottoman. Ce qui aurait pu avoir des conséquences imprévisibles. Cette approche consistait à réduire le contrôle que celui-ci avait sur la région et sur les populations qui y vivaient. Cette méthode était très populaire dans l'empire britannique et fut exposée dans les livres d'histoire comme la stratégie « *divide et impera* ». Ainsi la domination ottomane fut prolongée d'un siècle. La France et l'Allemagne adoptèrent des stratégies similaires. Leurs désaccords n'influèrent pas sur les rapports de force qu'ils avaient établis dans le Moyen-Orient.

Déjà on portait un tout autre intérêt à la préservation du pouvoir impérial grâce à la présence de groupes ethniques chrétiens. D'une part, le colonialisme occidental prétendait protéger les grecs d'Anatolie, les arméniens et les arméniens; d'autre part il incitait ces derniers à se rebeller contre le pouvoir central, ce qui généra le déploiement de massives attaques en réponse. Ensuite, les pouvoirs occidentaux se contentèrent de garder une position de spectateurs muets devant la campagne d'extermination des arméniens. C'est une politique qui, finalement, contraria les nations du Moyen Orient. Et là encore les kurdes n'étaient qu'un gage dans des jeux d'intérêts étrangers. Dans le passé l'aristocratie kurde avait collaboré avec les dynasties arabes et turques. Cette fois ils se laissèrent utiliser par les puissances étrangères dans leurs intrigues colonialistes. En obtenant la coopération des kurdes, les anglais ont réussi à mettre la corde au cou des dirigeants turcs et arabes pour servir leurs propres intérêts. Puis ils ont réussi à lier d'avantage les arméniens et les arméniens aux pouvoirs coloniaux. En réponse, ces derniers furent en revanche opprimés par les collaborateurs féodaux kurdes. Le Sultan turc, le Shah perse et les dirigeants arabes ne furent, malgré tout, pas seulement des victimes de cette politique. Ils jouèrent aussi un jeu similaire pour préserver leur pouvoir et freiner l'avidité des pouvoirs occidentaux.

Fondement idéologique de l'oppression coloniale et politiques du pouvoir au Kurdistan

La division du Kurdistan et les types de pouvoir des régimes arabes, perses et turcs représentaient tous deux un échec social pour les kurdes vivant dans ces parties du Kurdistan. L'actuelle situation sociale peu avancée des kurdes, due à aux structures féodales de la société, est le produit de ces relations de pouvoirs. Avec l'arrivée des structures capitalistes, desquelles les kurdes furent exclus en général, le fossé dû au niveau de développement entre les kurdes et les sociétés dominantes arabes, les perses, et les turcs se creusa d'avantage. Les instances de pouvoir de l'ordre féodal et celles des bourgeois-capitalistes se mélangèrent. Ceci contribua à la préservation de la domination de leurs nations respectives. Même si dépendantes de l'impérialisme, ces instances de pouvoir furent capables de construire leur propre économie nationale, et plus encore elles ont pu développer leurs cultures et stabiliser leurs structures d'État. Une élite nationale se forgeait dans les domaines de la science et de la technologie. Ils forcèrent tous les groupes ethniques de leurs pays à parler leur langue. Avec l'appui d'un nationalisme interne et de la politique externe ils créèrent une classe dirigeante nationaliste, qui se considérait être un pouvoir hégémonique au dessus des autres groupes ethniques. La police et l'armée furent déployées et renforcés pour briser toute résistance de la part de ces peuples. Les kurdes ne furent pas capables de répondre à cela. Ils devaient encore endurer les conséquences des intrigues impérialistes. Ils furent confrontés

à un chauvinisme national agressif des états qui avaient le pouvoir au Kurdistan, et dont la légitimité était expliquée par des inventions idéologiques faites de toutes pièces.

Négation et auto-négation

Les pouvoirs hégémoniques (c'est-à-dire la Turquie, l'Iran, l'Irak, et la Syrie) nièrent les kurdes et leur existence tant que groupe ethnique. Dans de telles circonstances les kurdes courraient un risque important s'ils mentionnaient leurs origines kurdes. Si malgré tout certains le faisaient, ils ne devaient pas espérer avoir le soutien de leur propre groupe ethnique. Pour beaucoup de kurdes, l'attachement ouvert à leurs origines et à leur culture menait à leur exclusion de toutes les relations économiques et sociales. Pour cette raison, beaucoup de kurdes nièrent leur origine ethnique, ou ne le divulguèrent pas, les régimes des pays respectifs poussaient systématiquement à cela. Cette stratégie de négation conduisit à beaucoup d'absurdités. Pour le régime arabe la question kurde n'existait pas. Ils étaient certain qu'elle avait été résolue par une forte islamisation. L'islam avait une seule nation, et cette nation était arabe.

Les perses allèrent un peu plus loin et firent des kurdes un sous-groupe ethnique des perses. Ainsi les kurdes jouissaient naturellement de tous les droits tant que perses. Les kurdes qui toutefois demandaient le respect de leurs droits et insistaient sur leur identité ethnique étaient considérés comme des perses qui jetaient de la boue sur leur propre nation et recevaient donc un traitement en conséquence. Le régime turc explique sa thèse de suprématie sur les kurdes avec des prétendues campagnes de conquêtes menées à travers l'Anatolie il y a mille ans. C'est pourquoi les mots *kurdes* et *Kurdistan* ne sont pas des mots, selon l'idéologie officielle ils n'existent pas et ne sont pas autorisés à exister. L'utilisation de ces mots équivaut à un acte de terrorisme et est puni en conséquence. Cependant,

malgré toutes ces inventions idéologiques : Les kurdes forment un des groupes ethniques autochtones les plus anciens de la région.

Assimilation

Les pouvoirs hégémoniques utilisent souvent l'assimilation comme un moyen lorsqu'ils sont confrontés à des groupes ethniques défiants. La langue et la culture sont également porteuses d'une résistance potentielle qui peut être tarie par le biais de l'assimilation. Interdire la langue natale et imposer l'utilisation d'une langue étrangère sont des moyens suffisamment efficaces. Les gens qui ne sont plus capables de parler leur langue maternelle ne chérissent plus les particularités qui sont enracinés dans des données ethniques, géographiques et culturelles. Sans l'élément unificateur qu'est la langue, la valeur unificatrice des idées collectives disparaît également. En l'absence de bases communes, les liens collectifs au sein du groupe ethnique se rompent et disparaissent. Par conséquent, la langue et la culture hégémonique gagnent du terrain dans le domaine de la langue et de l'ethnie conquise. L'utilisation forcée de la langue hégémonique aboutit à un dépérissement de la langue maternelle jusqu'à ce qu'il devienne insignifiant. Ce processus se déroule encore plus rapidement si la langue maternelle n'est pas une langue écrite, comme c'est le cas pour le kurde. La stratégie d'assimilation ne se limite pas à l'utilisation de la langue. Il s'applique à tous les domaines publics et sociaux contrôlés par l'État.

Le Kurdistan fut toujours la scène des tentatives d'assimilation des pouvoirs hégémoniques étrangers. Ceci dit les cent dernières années de son histoire furent les plus dévastatrices. La création de structures modernes d'État-nations dans les pays dominateurs et la création d'un système gouvernemental colonial au Kurdistan aggravèrent les tentatives d'assimilation

mises en œuvre contre la langue et la culture kurde. Comme c'était déjà le cas pour le perse et l'arabe, le turc aussi est devenu une langue de domination par la force. Alors que les kurdes du passé furent capables de préserver leur langue et leur culture, celles-ci sont maintenant menacées par trois langues et culture hégémoniques qui disposent de tous les médias et des moyens de communication modernes. Les chansons traditionnelles et la littérature kurde furent interdites. Ainsi, l'existence de la langue kurde qui avait produit nombre d'œuvres littéraires au Moyen Âge, fut menacée. La culture et la langue kurde furent déclarées éléments subversifs. L'éducation dans la langue natale fut interdite. Seules les langues hégémoniques furent autorisées dans le système éducatif, celles-ci furent donc les seules utilisées pour enseigner les réussites de la modernité. Les États-nations turque, perse, et arabe appliquèrent une politique d'assimilation systématique en utilisant divers moyens de répression- institutionnels et sociaux- refusant toute légitimité à la langue et à la culture kurde. Seules celles de l'hégémonie devaient survivre.

Religion et nationalisme

Les puissances hégémoniques utilisèrent également la religion et le nationalisme pour préserver leur suprématie. Dans toutes les parties du Kurdistan, l'islam est une religion d'État utilisée comme moyen pour le contrôle de la population par les puissances dominantes. Même si ces régimes entretiennent des rapports différents à la laïcité, l'entremêlement des institutions religieuses et politiques est évident. Alors que l'Iran affiche ouvertement un régime théocratique au pouvoir, l'instrumentalisation de la religion pour les intérêts politiques est dissimulée. Ainsi l'autorité religieuse de l'État turc emploie plusieurs milliers d'imams. Même l'Iran ne possède pas une telle armée religieuse. Les écoles religieuses sont directement

contrôlées par l'État. Les écoles Coraniques, les Instituts et les universités théologiques emploient presque un demi-million de personnes. Ceci rend le postulat constitutionnel sur la laïcité complètement absurde et ressemble plus à un placebo. Dès lors que ces idées rencontrent des politiciens actifs, elles génèrent des situations chaotiques. Au temps du DP (parti de la Démocratie) et de l'AP (Parti de la Justice) la religion de l'État fut ouvertement politisée. Les coups d'État militaire de mars 1971 et de septembre 1980 modifièrent le cadre idéologique turc et redéfinirent le rôle de la religion. Ce qui initia une réislamisation de la république turque, phénomène similaire à ce qui se passa en Iran après la prise du pouvoir par Khomeiny en 1979, même si moins radical. En 2003 l'AKP (Parti de la Justice et du Développement) vint au pouvoir, pour la première fois, avec des idéologues islamiques. Cette victoire électorale ne fut pas une coïncidence, ce fut le résultat d'une politique religieuse de long terme de l'État turc.

Nationalisme bourgeois

Le nationalisme de la bourgeoisie est un autre moyen idéologique utilisé par les pouvoirs hégémoniques. Cette idéologie gagna de l'importance au cours des dix-neuvième et vingtième siècles quand il devint l'idéologie dominante des États-nations. Il fut la base de l'avancée de la bourgeoisie au détriment des intérêts des travailleurs et des tendances réel-socialistes. En fin de compte le nationalisme émergea comme étant le résultat logique d'États-nations ayant des caractéristiques presque religieuses. La forme turque du nationalisme que l'on vit naître après 1840 était une tentative pour empêcher le déclin de l'Empire Ottoman que l'on commençait à percevoir. Les premiers nationalistes turcs étaient des juristes. Par la suite ils se retournèrent contre le sultanat d'Abdulhamid II et devinrent de plus en plus radicaux. Le nationalisme du mouvement des Jeunes

Turcs s'exprima dans le *Comité pour l'Unité et le Progrès*, qui travaillait à une réforme constitutionnelle de l'État et aspirait à son avènement au pouvoir au sein de l'Empire. Mis à part cela, ils avaient clairement exprimé leur volonté de renforcer encore l'Empire, qui était fragile à l'extérieur et menaçait de déclin à l'intérieur, au moyen d'une modernisation systématique de sa politique, de son économie et de son armée. L'ouverture de la politique extérieure allemande au Moyen Orient et à l'Asie Centrale ajouta une composante raciste au nationalisme turc. Le génocide des Arméniens, des Grecs pontiques, des Arméniens et des Kurdes ne tarda pas à suivre. La jeune république turque fut marquée par un nationalisme agressif et par une compréhension très limitée de l'État-nation. Le slogan « une langue, une nation, un pays » devint un dogme politique. Bien que ce fût en principe, une approche d'État sans distinction des classes et sans privilèges, il lui manquait les instruments pour l'appliquer réellement. Son caractère abstrait faisait peser sur lui le danger d'un fanatisme idéologique. Le nationalisme se dégrada jusqu'à devenir l'instrument des cercles dirigeants et fut surtout utilisé pour couvrir leurs échecs. Sous le drapeau « l'identité turque supérieure » la société entière fut enlisée dans un nationalisme agressif.

La guerre au Kurdistan et la terreur de l'État qu'elle engendra créa un autre bloc de pouvoir. Comme ce fut le cas dans d'autres systèmes dans lesquels les blocs de pouvoirs puisent leur force dans leur potentiel militaire et fondent leur existence sur la guerre, la société turque se forma suivant cette mentalité. C'est aussi la raison pour laquelle le système politique perdit sa capacité à résoudre les conflits. C'est un système formé par la guerre et la terreur d'État, dans lequel il est difficile de savoir quels pouvoirs sont au service de quels intérêts et quels sont les buts qu'ils poursuivent.- Ceci produisit des effets désastreux aussi bien sur les communautés kurdes que turques.

Identité et résistance kurdes

Le processus d'identification des Kurdes en tant que nation ne se mit en place que relativement tard. Malgré l'existence d'un certain engagement dans l'identité kurde lors des rébellions du 19^{ème} siècle, ceux-ci se limitèrent tout de même à une opposition au sultanat et au rôle du sultan. Il n'y avait pas de perspectives alternatives proposant des manières de vivre différentes. Cet engagement pour l'identité kurde aboutit à la création d'un royaume kurde, au sens des sultanats traditionnels. Pendant longtemps, les Kurdes furent très loin d'avoir conscience de leur existence en tant que nation et de leur identité nationale. Ce n'est que pendant la seconde moitié du 20^{ème} siècle que l'idée d'une identité kurde commença à se développer comme une tendance de la gauche turque lors des débats intellectuels. Toutefois cette tendance manquait de potentiel intellectuel pour contrebalancer les idées plus traditionnelles d'une identité kurde liée au système tribal et à l'autorité des cheikhs. Les partis communistes d'influence socialiste réelle, les partis libéraux et les partis féodaux, étaient loin d'avoir une compréhension réelle de l'idée de nation kurde ou de la vision des Kurdes comme un groupe ethnique. Seul le mouvement étudiant de gauche des années 1970 fut capable de contribuer substantiellement à la prise de conscience de l'existence d'une identité kurde.

Le processus d'identification ethnique se développa à travers le conflit relationnel entre la pensée nationale chauvine

des Turcs et la pensée nationale féodale des Kurdes. D'une part il y avait une confrontation avec l'hégémonie idéologique du système, souvent assez présente dans les cercles qui se disaient de gauche, et d'autre part il y avait une confrontation avec l'aristocratie kurde qui traditionnellement coopérait avec le système. Se libérer de ces forces idéologiques, sociétales et politiques ne fut pas chose facile. Cela requérait un certain potentiel intellectuel et une organisation pratique du travail. Ceci mena directement à la résistance. Depuis les années 1970, alors que les efforts d'émancipation kurde n'avaient pas encore vu le jour, trente cinq ans ont passés. Cette période illumina non seulement les Kurdes sur leur propre identité, mais elle offrit en plus des perspectives pour une résolution de la question kurde; elle est aussi la preuve qu'à long terme les Kurdes et leur émancipation ne peuvent pas être supprimés par la force. Aucun système engagé dans la transformation de ses contradictions sociales par la force ne peut survivre longtemps. Les efforts d'émancipation des Kurdes démontrent aussi que les peuples ne peuvent pas se développer tant qu'ils n'ont pas reconquis leurs dignité sociale.

Le Parti des Travailleurs du Kurdistan

Court résumé de l'histoire du PKK

En avril 1973, un groupe de six personnes se réunit dans le but de fonder une organisation politique kurde indépendante. Ils agirent sur le principe selon lequel le Kurdistan était une colonie classique, où l'on utilisait la force pour refuser à la population son droit à l'auto-détermination. Leur but premier était de changer cette situation. On pourrait nommer cette réunion l'heure de la naissance d'un nouveau mouvement kurde.

Au fil des années, ce groupe trouva de nouveaux adeptes qui les aidèrent à répandre leur conviction parmi la population rurale du Kurdistan. De plus en plus, ils affrontaient les forces de l'ordre turques, les membres armés des tribus de l'aristocratie kurde et les formations politiques rivales qui attaquaient violemment le mouvement nouvellement formé. Le 27 novembre 1978, le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) fut fondé dans un petit village proche de Diyarbakir. Vingt-deux membres dirigeants prirent part à la réunion inaugurale afin de mettre en place des structures plus professionnelles pour le mouvement. Dans un environnement urbain le mouvement n'aurait pas survécu, c'est pourquoi ils concentrèrent leurs activités dans les régions rurales kurdes. Les autorités turques réagirent de manière très violente devant les efforts de propagande du PKK. Ils s'ensuivirent des séries de détentions et de combats armés. Il y eut des pertes dans les deux camps. La situation en Turquie avançait alors jusqu'à atteindre un certain

point. Les premiers signes d'un imminent coup d'État militaire étaient déjà visibles en 1979. La réponse du PKK fut de se retirer dans les montagnes ou dans d'autres pays du Moyen-Orient. Seul un petit nombre d'activistes était resté en Turquie. Cette mesure permit au PKK de garantir sa survie. Le 12 septembre 1980, les militaires turcs renversèrent le gouvernement civil et s'emparèrent du pouvoir. De nombreux cadres du PKK restés en Turquie furent emprisonnés par la junte militaire. Face à une telle situation, le PKK devait choisir entre devenir un mouvement en exil ou alors un mouvement moderne de libération nationale. Après une phase de réorganisation, la majeure partie des membres retournèrent au Kurdistan et rejoignirent la résistance armée contre la junte fasciste. L'attaque des équipements militaires d'Eruh et de Semdinli le 15 Aout 1984 proclama officiellement le début de la résistance armée.

Bien qu'avec quelques manques, les pas nécessaires pour devenir un mouvement de libération nationale furent effectués.

Alors que Turgut Ozal venait d'être élu premier ministre, les autorités turques essayèrent d'abord de minimiser l'évènement. La propagande étatique parlait du mouvement de guérilla en termes de « poignées de bandits », ce qui montre l'état d'esprit des responsables politiques de l'époque. Il n'était guère question d'une approche politique au conflit. Les affrontements générèrent la guerre et firent de nombreuses victimes dans les deux camps. Ce n'est qu'en 1990 que la situation sembla se débloquer et que l'État fût prêt à envisager une résolution politique de la question. Certaines déclarations de Turgut Ozal et du président Suleyman Demirel indiquant qu'ils seraient éventuellement disposés à reconnaître l'identité kurde, donnèrent l'espoir d'une fin imminente au conflit. Le PKK voulut renforcer ce processus et proclama un cessez-le feu en 1993. Mais la mort subite de Turgut Ozal priva le processus de l'un de ses protagonistes les plus importants. Toutefois, il y eut également

d'autres obstacles. Certains radicaux du PKK ne se résignaient pas à mettre fin à la lutte armée; les dirigeants de l'État turc étaient dans une situation difficile marquée par une divergence d'intérêts. D'autre part, l'attitude des dirigeants kurdes d'Irak, Jalal Talabani et Massoud Barzani, ne contribua en rien à l'avancement du processus de paix. Ce fut la meilleure possibilité pour une résolution pacifique de la question kurde qui s'était présentée jusqu'alors, et elle fut ratée.

Ainsi, le conflit grandit encore. Les deux camps subirent de sévères pertes. Cependant la montée du conflit armé ne résolut pas ce problème sans issue. Les années de guerre entre 1994 et 1998 furent des années de perte. Malgré plusieurs cessez-le-feu unilatéraux du PKK, l'État turc insista sur la solution militaire. Le cessez-le-feu de 1998 resta aussi sans réponse. Au contraire cela tourna en une confrontation militaire entre la Turquie et la Syrie, qui mena presque les deux pays jusqu'à la guerre. En 1998, j'allai en Europe en tant que président du PKK afin de promouvoir une résolution politique. L'odyssée qui suivit est bien connu. Je fus enlevé au Kenya et amené en Turquie en toute violation du droit international. Cet enlèvement fut soutenu par une alliance des services secrets et l'opinion publique s'attendait alors à une aggravation du conflit. Cependant, le procès de l'île prison turque d'Imrali marqua un tournant politique dans le conflit et offrit de nouvelles perspectives pour une résolution politique. C'est un tournant qui en même temps réorienta idéologiquement et politiquement le PKK. J'avais déjà travaillé sur ces points avant mon enlèvement. Ce fut réellement un tournant idéologique et politique. Quelles en étaient alors les réelles motivations ?

Critiques principales

Sans aucun doute mon enlèvement fut un sévère coup porté au PKK. Cela ne fut cependant pas la cause du changement

idéologique et politique. Comme les autres partis, le PKK possède depuis sa conception une structure hiérarchique similaire à celui des États. Cependant une telle structure représente une contradiction dialectique avec les principes de démocratie, de liberté et d'égalité. C'est un fait contradictoire qui concerne tous les partis quel que soit leur philosophie. Même si le PKK se réclamait défenseur d'idées pour la liberté, nous n'avions pas réussi à nous libérer nous même de la manière de penser des structures hiérarchiques.

Il existe une autre contradiction majeure de la lutte du PKK pour un pouvoir politique institutionnel, qui façonna et ordonna le parti. Les structures qui acceptent les principes du pouvoir institutionnel sont en contradiction avec la démocratisation sociétale auquel le PKK affirmait adhérer. Les membres actifs de n'importe quel parti similaire ont plutôt tendance à être dirigés par leurs supérieurs que par la société, ou sont selon le cas enclin à vouloir eux-mêmes monter en grade pour diriger. Les trois grandes tendances idéologiques fondées sur la conception d'une émancipation sociale furent toutes confrontées à cette contradiction. Quand il a fallu instaurer des conceptions sociales qui dépassaient le capitalisme, ni le réal-socialisme, ni la démocratie sociale, ni les mouvements de libération nationale ne furent capables de se libérer des contraintes idéologiques du système capitaliste. Rapidement ils devinrent des piliers du système capitaliste dans leur quête du pouvoir politique institutionnel au lieu de se concentrer sur la démocratisation de la société.

Une autre contradiction importante portait sur la place de la guerre dans les valeurs l'idéologique et politique du PKK. La guerre était perçue comme la continuation de la politique par d'autres moyens et fut idéalisée comme instrument stratégique.

Ceci fut une contradiction évidente de l'image que nous nous faisons de nous même, d'un mouvement combattant

pour la libération de la société. Selon ce principe, l'utilisation de la force armée ne peut être justifiée que dans un but de nécessaire auto-défense. Toute activité allant au-delà contredirait l'approche d'émancipation sociale auquel le PKK s'était engagé car tous les régimes oppressifs de l'histoire avaient été fondés sur la guerre ou avaient alignés leurs institutions sur une logique de guerre. Le PKK a crut que la lutte armée suffirait à faire respecter les droits dont les kurdes avaient été privés. Bien que le PKK se soit considéré comme un parti démocratique, une idée si déterministe de la guerre n'est ni socialiste ni démocratique. Un véritable parti socialiste ne peut ni être dirigé par des structures hiérarchiques ressemblant à celles des États, ni aspirer au pouvoir politique institutionnel fondé sur la base de la protection de son pouvoir et de ses intérêts par la guerre. La supposée défaite du PKK clamée par les autorités turques qui ont cru l'avoir vaincu avec mon enlèvement fut, éventuellement, une raison suffisante pour reconsidérer ouvertement d'un œil critique les raisons qui empêchèrent le PKK de mieux progresser dans le mouvement de libération. La nouvelle orientation politique et idéologique prise par le PKK fit de ce qui ressemblait à une défaite une voie vers de nouveaux horizons.

Nouvelles approches stratégiques, philosophiques et politiques du mouvement de libération kurde

Cet essai ne suffirait pas donner une analyse exhaustive des principaux facteurs stratégique, philosophique et idéologique constituant le fondement du processus de changement.

Cependant les piliers qui le constituent peuvent être ainsi résumés:

- Les approches philosophique, politique et morale du PKK nouvellement réorganisé trouvent une expression appropriée dans ce que l'on appelle « le socialisme démocratique ».
- Selon le PKK la création d'un État-nation kurde ne découle pas forcément du droit des peuples à l'autodétermination. Même si nous considérons que c'est un droit fondamental pour l'établissement de démocraties de fond, sans chercher de nouvelles frontières politiques. Il incombe au PKK de convaincre la société kurde de ses convictions. Ce qui est également valable pour son dialogue avec les pays hégémoniques qui ont le pouvoir au Kurdistan. Ceci doit constituer le fondement d'une résolution des problèmes existants.
- Les pays dominant cette région ont besoin de réformes démocratiques allant au-delà des services minimums et hypocrites des démocraties actuelles. Il n'est cependant pas réaliste de penser à une abolition immédiate de l'État. Mais cela ne veut pas dire que nous devons l'accepter tel quel. La structure classique de l'État avec son comportement de pouvoir despotique est inacceptable. Les États institutionnels doivent être sujets à des changements démocratiques. A la fin de ce processus devrait se mettre en place un État faible en tant qu'institution

politique dont le rôle se limite à l'observation du fonctionnement de la sécurité interne et externe et à garantir une sécurité sociétale. Une telle idée de l'État n'a rien en commun avec le caractère autoritaire de l'État classique, mais devrait plutôt être considéré comme une autorité sociétale.

- Le mouvement de libération kurde œuvre pour un système d'auto-organisation démocratique au Kurdistan ayant les caractéristiques d'une confédération. Le confédéralisme démocratique se veut être un modèle de coordination pour une nation démocratique. Il fournit un cadre dans lequel les minorités internationales, les communautés religieuses, les groupes culturels, les groupes de sexe spécifique, et les autres groupes sociaux peuvent s'organiser de manière autonome. On pourrait également appeler ce modèle un type d'organisation pour les nations et les cultures démocratiques. Le processus de démocratisation au Kurdistan ne se limite pas à des questions de forme, mais propose plutôt un projet sociétal dont le but est d'atteindre une souveraineté économique, sociale et politique de tous les composants de la société. Il met en avant l'établissement d'institutions nécessaires et crée des instruments pour un contrôle et un auto-gouvernement démocratique. Il s'agit d'un processus continu à long terme. Les élections ne sont pas les seuls procédés envisagés dans ce contexte. Ceci est plutôt un processus politique dynamique qui a besoin de l'intervention directe du souverain, du peuple. Les peuples doivent directement prendre part au processus de recherche et de prise de décision de la société. Ce projet se construit sur la base de l'auto-gouvernement des communautés locales et s'organise sous la forme de conseils ouverts, de conseils municipaux, de parlements locaux, et de congrès plus larges. Ce ne sont pas les autorités étatiques mais les citoyens eux-mêmes qui sont les acteurs de ce genre d'auto-gouvernement. Le principe d'auto-gouvernement fédéral ne contient pas de restrictions. Il

peut même s'étendre au-delà des frontières afin de créer des structures démocratiques multinationales. Le confédéralisme démocratique préfère les hiérarchies verticales pour mieux contribuer au processus de recherche et de prise de décision au niveau des communautés.

- Le modèle ci-dessus résumé pourrait également être décrit en termes d'auto-gouvernement démocratique autonome, dans lequel les droits relatifs à la souveraineté de l'État ne sont que limités. Ce genre de modèle permettrait une exécution plus appropriée des valeurs fondamentales comme la liberté et l'égalité que les modèles administratifs traditionnels. Ce modèle ne doit pas se restreindre à la Turquie, mais doit aussi pouvoir être appliqué dans les autres parties du Kurdistan. Ce modèle est approprié pour l'établissement de structures administratives fédérales simultanément dans toutes les zones de peuplement kurde en Syrie, Turquie, Irak et en Iran. Il est donc possible de mettre sur pied des structures confédérées à travers toutes les parties du Kurdistan sans avoir besoin de remettre en cause les frontières existantes.

- Le déclin du réel socialisme fut d'une part le résultat de la manière dont les pays socialistes ont utilisé leur pouvoir à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. D'autre part ces pays ont sous estimé l'importance du problème de genre (égalité des chances pour les différents sexes). La femme et le pouvoir semblent être deux choses contradictoires. Dans le réel-socialisme, la question des droits de la femme était plutôt un problème secondaire dont la résolution viendrait automatiquement après celle des problèmes économiques et sociaux. Cependant les femmes devraient être considérées comme une classe et une nation ou un genre opprimé. Tant que nous ne plaçons pas la discussion sur la liberté et sur le traitement égal de la femme dans son contexte social et historique, tant que des théories adéquates n'auront pas été conçues, il n'y aura pas non plus

d'évolution appropriée dans la pratique. C'est pourquoi la libération de la femme doit jouer un rôle stratégique important dans la lutte pour la liberté au Kurdistan.

- Aujourd'hui, la démocratisation de la politique représente un des défis les plus urgents. Ceci dit une politique démocratique nécessite des partis démocratiques. Tant qu'il n'y aura pas des partis et des institutions affiliés à des partis engagés dans les intérêts de la société à la place des partis obéissant aux ordres de l'État, une démocratisation de la politique sera presque impossible. En Turquie, les partis ne sont que des outils de propagande de l'État qui jouissent d'un soutien public. Leur transformation en partis exclusivement engagés dans les intérêts de la société, et la création d'une base légale nécessaire dans ce contexte constituerait une partie importante d'une réforme politique. Fonder des partis politiques dont le nom comporte le mot Kurdistan est encore considéré comme étant un acte criminel. Des partis indépendants sont toujours entravés de différentes manières. Les partis de coalition en relation avec le Kurdistan servent la démocratisation tant qu'ils n'invoquent pas le séparatisme et la violence.

- Il y a un esprit de soumission individuel et institutionnel très répandu, et qui constitue un des plus grands obstacles sur le chemin de la démocratisation. Celui-ci ne peut être vaincu qu'avec la création d'une conscience de la démocratie dans toute la société. Les citoyens doivent être invités à s'engager activement dans la démocratie. Pour les kurdes, cela signifie établir des structures démocratiques dans tout le Kurdistan et partout où il y a des communautés kurdes pour faire avancer leur participation active à la vie politique de la communauté. Les minorités qui vivent au Kurdistan doivent être invitées à y participer elles aussi. Le développement de structures démocratiques au niveau le plus bas de la société et une approche pratique en conséquence doivent être une priorité absolue.

Des structures à ce niveau doivent être considérés comme obligatoires même là où les principes démocratiques et législatif de base sont violés comme au Moyen Orient.

- La politique a besoin de médias indépendants. Sans quoi les structures étatiques ne pourront pas développer de sensibilité aux problèmes de démocratie, et il ne sera pas possible de démocratiser la politique. La liberté d'information n'est pas seulement un droit de l'individu. Elle implique une dimension sociétale. Les médias indépendant ont aussi toujours un mandat sociétal. Leur communication avec le public doit respecter un certain équilibre démocratique.
- Les institutions féodales telles que les tribus, les émirats de scheiks, d'aghas, et le sectarisme qui sont pour l'essentiel des reliques du Moyen âge constituent, comme les institutions des États-nations classiques, des obstacles sur le chemin de la démocratisation. Ceux-ci doivent être appelés d'urgence à se joindre au mouvement démocratique. Ces institutions parasitaires doivent être vaincues de toute urgence.
- Le droit d'accès à l'éducation dans la langue maternelle doit être garanti. Même si les autorités ne facilitent pas telle éducation, ils ne doivent pas empêcher les efforts civils qui veulent créer des institutions pour l'enseignement de la langue et de la culture kurde. Le bon fonctionnement du système de santé doit être garanti par l'État et par la société civile.
- Un modèle de société écologique est essentiellement socialiste. La mise en place d'un équilibre écologique ne pourra s'accomplir que pendant la phase transitoire où une société altérée des classes basée sur le despotisme se transformera en une société socialiste. Il serait illusoire de croire en la préservation de la nature dans un système capitaliste car ces systèmes participent largement à la dévastation écologique. Il faut réserver une place importante à la protection de la nature dans le processus de changement sociétal.

- La résolution de la question kurde se fera dans le cadre de la démocratisation des pays qui exercent un pouvoir hégémonique sur les différentes parties du Kurdistan. Ce processus ne se limite cependant pas à ces pays, mais se répand plutôt dans tout le Moyen Orient. La liberté du Kurdistan est liée à la démocratisation du Moyen Orient. Un Kurdistan libre n'est concevable qu'entant que Kurdistan démocratique.
- La liberté d'expression et de décision des individus est inaliénable. Aucun pays, ni État, ni aucune société n'a le droit de restreindre ces libertés quelles que soient les raisons évoqués. Sans la liberté de l'individu il ne peut y avoir de liberté pour la société, de même qu'un individu ne peut être libre si la société ne l'est pas.
- Une répartition juste des ressources économiques à présent détenus par l'État constitue un point éminemment important du processus de libération de la société. Les ressources économiques ne doivent pas devenir un outil entre les mains de l'État pour exercer une pression sur le peuple. Les ressources économiques ne sont pas propriété de l'État mais celle de la société.
- Une économie proche du peuple devrait être fondée sur une telle redistribution, et utilisée avec plus de morale et non pas être à la poursuite d'une économie fondée sur la vente et les bénéfices. L'économie basée sur le profit n'a pas seulement causé du tort à la société, mais elle a aussi dévasté l'environnement. Une des raisons principales du déclin de la société est l'envergure de l'expansion des marchés financiers. La production artificielle de besoins, la recherche de plus en plus hasardeuse de nouveaux marchés ainsi qu'une avidité illimitée pour toujours plus de bénéfices ne font qu'accroître durablement l'inégalité entre riches et pauvres. Elles augmentent le nombre de ceux qui vivent en dessous du seuil de pauvreté ou de ceux qui meurent de faim. L'humanité ne peut plus se maintenir

avec une telle politique économique. Il s'agit donc du plus grand défi que doit relever la politique socialiste: une transformation progressive d'une société attachée au confort en une société qui produit sur la base d'une valeur d'usage; le passage d'une production par intérêt à une production pour le partage.

- Bien que les kurdes attribuent une grande valeur à la famille, celle-ci ne concède que peu de libertés. Le manque de ressources financières, d'éducation et de soins médicaux ne contribuent pas à leur développement. La situation dans laquelle se trouvent les femmes et les enfants est désastreuse. Les soi-disant crimes d'honneur sur les membres féminin de la famille sont symboliques de ce désastre. Elles deviennent la proie d'une notion d'honneur archaïque qui reflète la dégénérescence de toute la société. La frustration des hommes concernant les conditions dans lesquelles ils vivent est reportée sur les membres considérés comme étant les plus faibles de la société : les femmes. La famille en tant qu'institution sociale fait face à une crise. C'est encore fois à travers une démocratisation générale qu'une solution pourra être apportée sur ce point.

Situation actuelle et solutions possibles

Les relations entre Kurdes et Turcs en Turquie jouent un rôle primordial dans la résolution de la question kurde. A cet égard, les Kurdes d'Iraq, d'Iran et de Syrie n'ont qu'un potentiel restreint et devront probablement se contenter d'apporter leur soutien à une éventuelle solution pour l'ensemble des parties. Les Kurdes d'Iraq en sont un très bon exemple. L'autonomie semi-étatique des Kurdes est le résultat indirect des efforts internationaux de la Turquie, des Etats-Unis et de leurs alliés pour dénoncer le PKK comme étant une organisation terroriste. Sans l'assentiment d'Ankara, cette « solution » n'aurait pas été possible. Il est évident que cette solution a engendré un chaos, et il est impossible de prédire ce qui en résultera. D'autre part, l'orientation que prendra l'autorité nationale kurde en Iraq, de tendance féodale-libérale, sur le long terme, et ses possibles effets sur l'Iran, la Syrie et la Turquie sont indéterminés. Il y a un danger d'élargissement du conflit à toute la région, similaire à la situation du conflit israélo-palestinien. Une montée du nationalisme kurde pourrait même radicaliser plus encore les nationalistes perses, arabes et turcs, rendant plus difficile la résolution du conflit.

Cette perspective doit être contrebalancée par une solution n'ayant pas d'aspirations nationalistes et reconnaissant les frontières existantes. En contrepartie, le statut des Kurdes sera inscrit dans les constitutions des Etats respectifs, garantissant ainsi leurs droits culturels, linguistiques et politiques. Un tel

modèle serait largement en accord avec les réalités sociétales et historiques de la région.

Dans de telles circonstances, faire la paix avec les Kurdes semble inévitable. Il est très peu probable que la guerre actuelle ou toute guerre future puisse apporter autre chose qu'une victoire à la Pyrrhus. Cette guerre doit donc cesser. Elle n'a que trop duré. Tous les pays de la région ont intérêt à suivre l'exemple d'autres pays et à prendre des mesures nécessaires.

Les Kurdes ne demandent que le respect de leur existence; ils veulent la liberté culturelle ainsi qu' un système entièrement démocratique. On ne peut concevoir de solution plus humaine et plus modeste. Les exemples de l'Afrique du Sud, du Pays de Galles, de l'Irlande du Nord, de l'Ecosse et de la Corse montrent comment différents pays ont réussi à résoudre des problèmes similaires au cours de leur histoire. De plus, ces comparaisons nous permettent de trouver une approche plus objective à nos propres problèmes.

Le refus de la violence comme moyen de résolution de la question kurde et pour vaincre, ne serait-ce qu'en partie, la politique d'oppression et de négation, sont intimement liés à notre choix de l'option démocratique. L'interdiction de la langue, de la culture, de l'éducation et des médias kurdes constitue en soi un acte terroriste et incite quasiment à la violence en retour. Or le degré de violence utilisé par les deux parties dépasse manifestement les limites de la légitime défense.

A l'heure actuelle, de nombreux mouvements adoptent des méthodes encore plus extrêmes. Nous avons, au contraire, déclaré plusieurs cessez-le-feu unilatéraux, nous avons procédé au retrait d' un grand nombre de nos combattants du territoire turc et avons ainsi réfuté l'accusation de terrorisme. Or cela fait des années que nos efforts de paix sont ignorés et que nos initiatives demeurent sans réponse. Pire, les membres d'un groupe de politiciens kurdes envoyés comme ambassadeurs de

paix furent arrêtés et condamnés à de longues peines de prison. Nos efforts de paix ont été interprétés, à tort, comme autant d'aveux de faiblesse. Sinon, comment expliquer les déclarations telles que « le PKK et Ocalan sont pratiquement finis » ou celles qui affirment que nos initiatives pour la démocratisation ne sont que tactiques? Ainsi, ils crurent qu'augmenter l'usage de la force suffirait à écraser le PKK, et ils durcirent leurs attaques sur le mouvement de libération kurde. Se demande-t-on, pourtant, pourquoi ils ne sont jamais parvenus à leurs fins?

La question kurde ne peut être résolue par la violence. Le comportement ci-dessus décrit contribua également à l'échec du cessez-le-feu qui avait débuté le 1er octobre 2006. J'avais alors lancé un appel au PKK pour proposer un cessez-le-feu, une mesure réclamée par des intellectuels et des organisations non-gouvernementales. Une fois de plus, elle ne fut pas prise au sérieux. Au lieu de cela, le racisme et le chauvinisme exacerbèrent une atmosphère de confrontation. Il ne faut pas non plus oublier que l'AKP se sert de cette question pour atténuer ses propres problèmes avec l'élite kémaliste, en faisant des compromis avec l'armée et en spéculant sur l'intensification du conflit kurde. Pour l'heure, le gouvernement se limite à quelques mesures prises à contrecœur afin d'obtenir des concessions de l'Union Européenne. Ils essayent de gagner du temps avec des lois d'harmonisation entrées en vigueur dans le contexte du processus d'accession à l'UE. Ces supposées réformes ne sont en réalité que des trompe-l'œil.

L'aggravation du conflit est inquiétante. Néanmoins, je ne renoncerai pas à l'espoir d'une paix juste. Elle peut devenir possible à tout moment.

J'offre à la société turque une solution simple. Nous demandons une nation démocratique. Nous ne nous opposons ni à l'unité de l'Etat ni à la République. Nous acceptons la

République avec sa structure unitaire et son laïcisme. Toutefois nous considérons qu'il doit être redéfini selon les normes d'un Etat démocratique qui respecte les peuples, les cultures et le laïcisme. Dans ce cadre les kurdes doivent être libres de s'organiser d'une manière qui leur permette de vivre avec leur langue et leur culture et qui leur permette de se développer économiquement et écologiquement. Ceci permettrait aux kurdes, aux turcs et aux autres cultures de vivre ensemble sous l'égide d'une nation démocratique en Turquie. Ceci ne peut se réaliser que par la mise en place d'une constitution démocratique et d'une législation développée garantissant le respect des différentes cultures. Notre conception de la nation démocratique n'est pas définie par des drapeaux et des frontières. Elle calquée un modèle fondé sur la démocratie et non pas sur des structures étatiques et sur des origines ethniques. La Turquie doit se définir comme étant un pays qui implique tous les groupes ethniques. Cela constituerait un modèle fondé sur les Droits de l'homme et non sur la religion ou sur la race. Notre conception de la nation démocratique englobe toutes les cultures et tous les groupes ethniques.

Dans ce contexte, voici la solution que je propose :

- La question kurde doit être considérée comme une question fondamentale de démocratisation. L'identité kurde doit être inscrite dans la constitution et intégrée au système législatif. La nouvelle constitution devra comprendre un article rédigé de la sorte : « La constitution de la République turque reconnaît l'existence et l'expression démocratique de toutes ses cultures. » Cela sera suffisant.
- Les droits culturels et linguistiques doivent être protégés par la loi. La radio, la télévision et la presse ne doivent se voir imposer aucune restriction. Les programmes en kurde ou dans d'autres langues doivent être régis par les mêmes règles

que les programmes en turc; de même pour les activités culturelles.

- Les écoles primaires doivent enseigner le kurde. Ces écoles doivent exister pour que les gens qui le souhaitent puissent y envoyer leurs enfants. Au lycée, des enseignements sur la culture, la langue et la littérature kurdes doivent être proposés en option. Les universités doivent être autorisées à ouvrir des instituts de langue, de littérature, de la culture et de l'histoire kurdes.
- La liberté d'expression et d'organisation ne doit pas être restreinte. L'Etat ne doit pas entraver ni réguler les activités politiques; cela doit également s'appliquer sans restriction dans le contexte de la question kurde.
- Les lois sur les partis et les élections doivent être réformées démocratiquement. Ces lois doivent garantir la participation du peuple kurde et de tous les autres groupes démocratiques au processus démocratique de prise de décision.
- Le système des gardiens de villages et les réseaux illégaux au sein des structures étatiques doivent être démantelés.
- Les personnes expulsées de leurs villages pendant la guerre doivent être autorisées à y retourner sans être confrontés à des obstacles. Toutes les mesures administratives, légales, économiques ou sociales doivent être prises à cet effet. De plus, un programme de développement doit être initié afin d'aider la population kurde à s'insérer dans la vie active et afin d'améliorer leur niveau de vie.
- Une loi pour la paix et la réintégration dans la société doit être adoptée. Cette loi devra permettre aux membres de la guérilla, aux prisonniers et aux exilés de participer à la vie publique sans aucune pré condition.

De plus, la prise de mesures immédiates pour frayer le chemin d'une résolution doit être débattue. Un plan d'action démo-

cratique doit être formulé et appliqué. Afin de réconcilier la société, des commissions de vérité et de justice doivent être mises en place. Les deux parties doivent évaluer et reconnaître ouvertement leurs torts. C'est le seul moyen de parvenir à une réconciliation de la société.

Lorsque les organisations étatiques n'avancent plus, les intellectuels peuvent servir de médiateurs. Ce modèle a été expérimenté avec succès en Afrique du Sud, en Irlande du Nord ou au Sierra Leone. Ils peuvent jouer le rôle d'arbitres, avec l'aide desquels les deux parties peuvent avancer vers une paix juste. Les commissions peuvent comprendre des intellectuels, des avocats, des physiciens ou des scientifiques. Lorsque le jour viendra de déposer nos armes, ce ne sera que pour les remettre à une commission de ce type, à condition qu'elle soit déterminée à rendre justice. Pourquoi abandonnerions-nous nos armes alors qu'il n'y a aucune perspective de justice à l'horizon? Le début d'un tel processus dépend aussi de la bonne volonté et du dialogue. Si un dialogue devait être ouvert, nous pourrions entamer un processus similaire à celui du dernier cessez-le-feu illimité.

Je suis prêt à faire tout ce qui est en mon pouvoir. Le gouvernement doit cependant lui aussi démontrer sa volonté de faire la paix. Il leur revient de prendre l'initiative, faute de quoi ils seront les seuls responsables des possibles conséquences.

Au cas où nos efforts pour une résolution pacifique échoueraient ou seraient sacrifiés sur l'autel d'une politique au jour le jour, des luttes pour le pouvoir ou pour le profit, le conflit actuel s'aggraverait et on ne pourra plus en prédire la fin. Personne ne sortira vainqueur du chaos qui s'ensuivra. Il est grand temps pour la Turquie de réunir la force nécessaire pour reconnaître sa propre réalité, la réalité de l'existence kurde et de la dynamique mondiale. Un Etat qui nie la réalité finira inévitablement par se retrouver au bord du précipice. Il est donc crucial

que les mesures adéquates soient prises afin de mener ce pays à une paix durable.

Abdullah Ocalan

Prison pour une seule personne, Île d'Imrali

Editeur:

Initiative Internationale

« Liberté pour Abdullah Ocalan, Paix au Kurdistan »

Première édition 2010